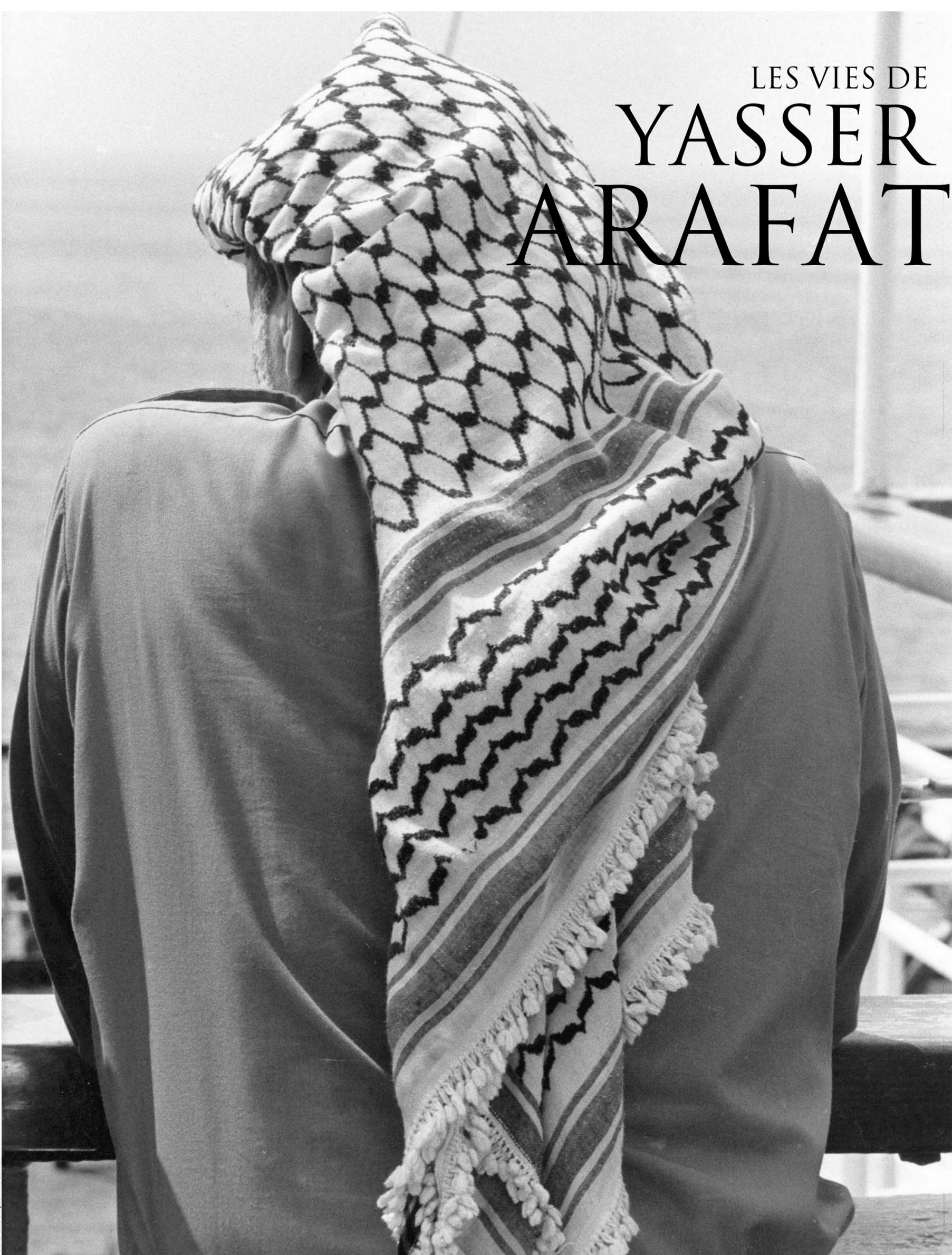


Le Monde

SAMEDI 6 NOVEMBRE 2004



LES VIES DE
YASSER
ARAFAT

FOUAD ELKOURY/EDITING SERVICE

L'INCARNATION DES ESPOIRS PALESTINIENS p. II et III « LE RÉSISTANT » PAR ELIAS SANBAR p. IV
PLANTU DESSINE LES JALONS D'UN PARCOURS p. V ISRAËL-ARAFAT, REGARDS CROISÉS p. VI-VII
LES TUMULTUEUSES AMITIÉS ARABES p. VII TÉMOIGNAGE DE ROBERT MALLEY ET VERBATIM p. VIII

BIOGRAPHIE

1929

4 août : naissance de Mohammad Abdel Raouf Arafat Al-Koudwa Al-Husseini au Caire, dans une famille de la petite-bourgeoisie palestinienne.

1933

Sa mère meurt ; il part pour Jérusalem chez des parents proches du mufti, avant de revenir en Egypte en 1937.

1950-1956

Il fait au Caire des études d'ingénieur et s'engage dans l'action politique. Il présidera l'Union des étudiants palestiniens, de 1952 à 1956. Il est proche des Frères musulmans, mais ne sera pas membre de la confrérie.

1959

Au Koweït, il fonde le Fatah, mouvement de libération nationale palestinien qui intégrera plus tard l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), née en 1964 lors d'un sommet arabe organisé sous l'égide du président égyptien Nasser. Arafat adopte comme nom de guerre « Abou Ammar », en hommage au premier martyr de l'islam.

1964

31 décembre : premier attentat commis par le Fatah à l'intérieur d'Israël.

1969

4 février : Arafat est élu président du Comité exécutif de l'OLP.

1970

« Septembre noir » en Jordanie : la monarchie hachémite craint d'être déstabilisée par le renforcement des organisations armées palestiniennes. Après le rapt d'un avion par le FPLP, l'armée royale attaque les camps de réfugiés palestiniens, commettant plusieurs massacres. Chassés du pays, Arafat et le Fatah s'installent au Liban.

1974

Le 26 octobre, au sommet arabe de Rabat, l'OLP est reconnue comme « seul représentant légitime du peuple palestinien ». Suit un début de reconnaissance internationale.

Le 13 novembre, à la tribune de l'ONU, Arafat déclare : « Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas tomber le rameau de ma main. »

1975-1982

Dès le début de la guerre civile au Liban, en avril 1975, Arafat s'engage au côté des opposants à la droite chrétienne. Ses forces sont durement réprimées, d'abord par le Syrien Assad, puis par Israël, qui investit le pays en juin 1982.

Le 30 août, les forces palestiniennes doivent évacuer Beyrouth assiégée par Israël. Arafat établira à Tunis le siège de l'OLP.

1983

20 décembre : François Mitterrand organise son départ de Tripoli, au Liban, où Arafat était encerclé par l'armée syrienne et des unités dissidentes du Fatah.

1987

Le début de l'intifada, dans les territoires occupés par Israël, change la donne, soudant de nouveau l'OLP et brisant son isolement politique.

A l'agonie, Yasser Arafat, âgé de 75 ans, a incarné les espoirs du peuple palestinien aspirant à la reconnaissance de ses droits. Mais après des décennies de combat, le chef de l'OLP n'a pas pu réaliser son rêve : voir le drapeau national flotter sur Jérusalem-Est. Il aura imposé la tragédie de son peuple au cœur de l'attention internationale



■ AVRIL 1969 : Yasser Arafat avec des fedayins, dans une cave, en Jordanie. Il devra quitter ce pays pour le Liban après l'affrontement de « Septembre noir » contre les troupes hachémites.

L'INCARNATION D'UN RÊVE UN PALESTINIEN

Yasser Arafat aurait préféré entrer dans l'Histoire comme le dirigeant qui a conduit son peuple vers l'indépendance et la paix. Mais elle en aura voulu autrement, et l'homme dont la « mort clinique » a été annoncée le 4 novembre disparaîtra usé par l'âge et par la désillusion de ne pas avoir vu naître l'Etat palestinien auquel il a tant aspiré.

Onze ans plus tôt, il avait pourtant la certitude, et la majorité des Palestiniens avec lui, que ce rêve était à portée de main, qu'il suffirait de six années de négociations avec Israël – mais qu'est-ce que six années au regard de l'Histoire ? – pour qu'il devienne réalité. Au fil des ans, l'espoir est toutefois allé s'effilochant, renvoyant quasi à la préhistoire ce 13 septembre 1993, quand, sur la pelouse de la Maison Blanche, devant un parterre de personnalités internationales et sous les yeux de millions de téléspectateurs à travers le monde, un Yasser Arafat tout sourire serrait la main de l'un de ses pires ennemis, le premier ministre israélien d'alors, Itzhak Rabin. Les accords dits d'Oslo qui venaient d'être signés mettaient en principe l'un des plus vieux conflits du monde sur les rails d'une solution. Tout le monde voulait y croire. Yasser Arafat le premier, pour qui l'heure était historique, l'aboutissement d'une longue lutte, le premier acte de l'avènement de l'Etat virtuel proclamé le 15 novembre 1988, à Alger, devant un Parlement palestinien en exil en délire.

Rien, pourtant, ne permettait alors de croire que le rêve devenait réalité, tant les vents étaient contraires. Le défi était immense. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était exilée de for-

ce depuis six ans en Tunisie, après avoir été expulsée du Liban. Israël, les Etats-Unis et d'autres Etats la tenaient toujours pour une centrale « terroriste ». Israël s'acharnait à en liquider les dirigeants. Khalil Al-Wazir (Abou Jihad), l'une de ses figures les plus prestigieuses, les plus respectées et les plus actives, compagnon de la première heure de Yasser Arafat, avait été assassiné quelques mois plus tôt à Tunis. Les Palestiniens s'entredéchiraient et le soutien des « frères » arabes n'était ni unanime ni inconditionnel. Et pourtant, la foi chevillée au corps, Yasser Arafat voulait voir naître cet Etat palestinien pour lequel il a consacré sa vie depuis une quarantaine d'années.

Yasser Arafat, c'était d'abord et surtout cela : un homme animé par une foi inébranlable dans la justice de la cause qu'il servait et des

droits du peuple qu'il représentait. Il se souciait comme d'une guigne de l'aversion qu'il pouvait susciter et savait exploiter à merveille les témoignages de sympathie. Il conjugait ou alternait l'action militaire et la diplomatie, savait manipuler amis et adversaires, flatter les ego et tenir en piètre estime, être familier et tenir à distance, se faire modeste et arrogant, donner généreusement et couper les vivres, ne jamais prendre pour quantité négligeable une quelconque manifestation de soutien, si humble soit-elle, ne jamais rompre définitivement les ponts avec quiconque pour ne pas insulter l'avenir.

Son courage physique n'était pas la moindre de ses qualités. Jamais Yasser Arafat n'abandonna les siens dans l'adversité. Il méprisait le luxe, mais prisait les honneurs, surtout ceux des responsables

étrangers, parce qu'ils étaient autant de marques de déférence et de soutien à sa lutte, face à un ennemi qui bénéficiait de très grandes sympathies à travers le monde.

Homme aux goûts simples, il n'a jamais cherché à s'enrichir, alors même que de nombreuses personnes de son entourage l'ont fait, notamment depuis l'avènement de l'Autorité palestinienne, en 1994. Non qu'il dédaignât l'argent, mais pour lui l'argent était le nerf de la guerre, servant aussi bien à financer la lutte armée qu'à entretenir une clientèle. Il tenait lui-même les

Né le 4 août 1929

en Egypte,
le président de
l'Autorité palestinienne
a toujours dit avoir
vu le jour à Jérusalem

cordons d'une bourse qui fut un temps pleine à craquer, tant était financièrement généreuse – à défaut de l'être autrement – la solidarité des pays arabes, et plus particulièrement des monarchies pétrolières du Golfe. Yasser Arafat était un manipulateur presque par nécessité, dans la jungle des organisations de résistance, parfois inféodées à des régimes plus ou moins amicaux ou hostiles. C'était aussi un autocrate, exigeant un droit de regard sur les plus petites choses, sur les plus grandes choses. Véritable bourreau de travail, il se contentait de quelques petites heures de sommeil, au grand dam de collaborateurs forcés de suivre son rythme

infernale. Comme un fauve aux aguets, se sachant menacé par un ennemi déterminé à l'éliminer, il était un sans-abri volontaire, se déplaçant sans prévenir par mesure de sécurité, peu soucieux de son confort. Il savait que, face à un ennemi redoutable, il fallait ruser pour survivre. Mais il devait aussi sa longévité à une certaine baraka, qui le fit tant de fois échapper miraculeusement à la mort. Ce fut notamment le cas quand, en 1982, il venait de quitter un immeuble de Beyrouth-Ouest et qu'une bombe à implosion israélienne réduisit le bâtiment en poussière ; ou encore en 1992, quand il ne souffrit que de quelques contusions après que son avion se fut écrasé dans le désert de Libye.

Obstiné jusqu'à l'entêtement, peu porté sur l'autocritique, ne s'avouant jamais vaincu publiquement – bien qu'il eût maintes fois menacé de démissionner, sa manière à lui de se faire prier –, il s'estimait investi d'une mission envers son peuple et il n'eut de cesse de la mener à son terme. Non sans avoir rabattu ses aspirations et celles des siens, pour se contenter d'une partie de la Palestine à laquelle ils rêvaient de revenir tous. Et non sans le coup de pouce d'une conjoncture qui les a forcés à admettre qu'une partie était mieux que rien. Car s'il est vrai que la proclamation de l'Etat palestinien, en 1988, impliquait déjà la reconnaissance d'Israël et l'acceptation de coexister avec lui, ce n'était qu'une virtualité. Cinq ans plus tard, l'ostracisme dont l'OLP était frappée pour avoir soutenu l'Irak lors de l'invasion du Koweït en avait fait réfléchir plus d'un, Yasser Arafat le premier.

Même alors, rien n'était vraiment joué, et c'est de haute lutte,

et fort de la fidélité de la population des territoires occupés, que Yasser Arafat finit par obtenir des Etats-Unis, artisans du processus de paix mis en route à Madrid fin octobre 1990, que l'OLP soit l'interlocutrice de l'Etat juif. C'est encore de haute lutte qu'il réussit, in extremis, à faire en sorte que cette même OLP soit nominalement identifiée comme la signataire des fameux accords d'Oslo. Bref, la voie n'a jamais été facile, et le maintien de l'unité des organisations de résistance et d'un peuple écartelé entre pays d'accueil et territoires occupés n'a pas été la moindre des difficultés.

C'est en Egypte, où il est né le 4 août 1929, que Yasser Arafat est entré en politique après la création d'Israël, en 1948. Il a toujours dit avoir vu le jour à Jérusalem. Certains de ses biographes n'excluent pas cette hypothèse, son père, originaire de Gaza mais installé au Caire dès 1927, l'ayant enregistré au Caire pour qu'il bénéficie de l'enseignement gratuit ; ou encore que sa mère, Zahwa Abou Saoud, originaire de Jérusalem, ait tout simplement accouché au domicile de ses parents, mais n'ait enregistré l'enfant qu'à son retour au domicile conjugal en Egypte. Sixième d'une ribambelle de sept enfants, Mohammad Abdel Raouf Arafat Al-Koudwa Al-Husseini, qui allait rapidement être plus connu sous le nom de Yasser (qui signifie : facile à vivre) Arafat, vit au sein de sa famille en Egypte jusqu'au décès de sa mère, en 1933. Avec l'un de ses frères, Fathi – qui allait devenir le président du Croissant-Rouge palestinien –, il est alors envoyé chez l'un de ses oncles maternels, Salim Abou Saoud, à Jérusalem. Quatre ans plus tard, il regagne la capitale égyptienne, où son père s'est remarié. C'est là qu'il fait ses études. De cette période de sa vie, Yasser Arafat garde un accent égyptien, singulier pour un Palestinien.

Son premier mentor en politique est la confrérie des Frères musulmans, alors héraut de la lutte pour la libération de la Palestine. Son flirt avec la confrérie, dont il affirme n'avoir été qu'un sympathisant, lui vaut de connaître les prisons de Gamal Abdel Nasser et, plus tard, de gagner les faveurs de l'Arabie saoudite, qui accordera au Fatah et non à l'OLP les fonds alloués à la lutte contre Israël.

En 1952, avec Salah Khalaf (Abou Iyad), originaire de Gaza, Yasser Arafat prend le contrôle de l'Union des étudiants palestiniens. A ce titre, un an plus tard, il présente au général Neguib, l'homme fort de l'Egypte, une pétition rédigée en lettres de sang avec ces simples mots : « N'oubliez pas la Palestine. » Mais les officiers libéraux qui viennent de prendre le pouvoir en Egypte ont d'autres priorités. En 1957, Yasser Arafat part pour le Koweït, où, ingénieur diplômé, il est embauché par le département des travaux publics. Il fonde ensuite sa propre société d'ingénierie, qui lui permet de devenir, à l'en croire, « presque millionnaire ». C'est également à Koweït qu'il rencontre celui qui, jusqu'à son assassinat par un commando israélien à Tunis, en avril 1988, fut son plus proche compagnon : Abou Jihad, un homme aussi discret et secret qu'Arafat est flamboyant et public. Deux contraires, qui furent aussi indispensables l'un que l'autre au mouvement de libération nationale. Avec un petit groupe d'autres exilés palestiniens, rejoints par Abou Iyad, ils mettent sur pied, en octobre 1959, l'infrastructure

d'une petite organisation militaire clandestine. Le Fatah est né.

Fatah signifie « conquête ». C'est l'anagramme de *Hataf* (qui veut dire « mort »), sigle de l'appellation du mouvement : *Harakat al tahrir al watani al filistini* (Mouvement de libération national palestinien). Arafat a expliqué à deux de ses biographes, Janet et John Wallach, qu'il a puisé le mot *Fatah* dans le Coran. « C'est quelque chose qui signifie que s'ouvrent les portes de la gloire. » Quant à son nom de guerre, Abou Ammar, adopté à la même époque, il fait référence à Ammar Ben Yasser, un compagnon du prophète Mahomet. Le Fatah publie un journal, *Filistinouna* (« Notre Palestine »), rédigé au Koweït et imprimé à Beyrouth, qui devient le point de ralliement de ceux qui veulent se battre pour la Palestine.

Galvanisé par la révolution algérienne, puis par l'indépendance de l'Algérie, Yasser Arafat déserte de plus en plus fréquemment son entreprise d'ingénierie, renonce à la vie et à l'argent faciles, pour aller visiter les petites cellules révolutionnaires qui se sont créées en Egypte, en Syrie, en Algérie et en Jordanie. Dès 1963, l'Algérie lui offre la première reconnaissance officielle, avec l'ouverture d'un bureau du Fatah, dirigé par Abou Jihad. Un an plus tard, le Fatah inaugure un camp d'entraînement près d'Alger. C'est là que les membres d'Al-Assifa (la Tempête), la branche militaire clandestine du Fatah, reçoivent leur première for-

mation au maniement des armes. C'est également la reconnaissance algérienne qui ouvre de nouvelles portes, notamment celles de la Chine de Mao Zedong, où Yasser Arafat se rend en 1964.

Janvier 1964. Un sommet arabe se réunit au Caire, après la décision d'Israël de dévier les eaux du lac de Tibériade vers le désert du Néguev. Le président égyptien suggère la création d'une organisation officielle palestinienne pour combattre l'Etat juif. Sa branche politique sera l'OLP, et son bras militaire, l'Armée de libération de la Palestine, placée sous le commandement des différentes armées arabes. Ahmad Choukeiri est désigné chef de l'OLP. Trois mois plus tard, celle-ci adopte sa Charte, qui appelle à la lutte armée et à la destruction de l'Etat d'Israël.

Refusant toute inféodation à l'Egypte et soucieux de sauvegarder l'indépendance du pouvoir de décision palestinien, le petit groupe du Fatah, Yasser Arafat en tête, décide de sortir de l'ombre et de lancer sa première action militaire contre Israël. Dirigé contre une installation hydraulique, l'engin déposé par le commando n'explose pas et est désamorçé par les Israéliens. Le Fatah n'en fait pas moins diffuser un « communiqué numéro un » annonçant l'opération. Yasser Arafat distribue le texte aux journaux de Beyrouth. Les Israéliens rient de ce travail d'amateur. Mais, fin 1965, ils commencent à voir rou-

ge : les Palestiniens ont lancé vingt-huit opérations de commando.

Yasser Arafat doit toutefois attendre quatre années encore pour reprendre en main une OLP créée sans lui, voire contre lui. Dans l'intervalle, son mouvement, le Fatah, s'est illustré par une guérilla anti-israélienne de plus en plus efficace et spectaculaire, au point d'inquiéter les régimes des

Son nom de guerre, Abou Ammar, fait référence à Ammar Ben Yasser, un compagnon du prophète Mahomet

pays arabes à partir desquels les commandos lancent leurs attaques. Les rangs de l'organisation grossissent, notamment après la défaite arabe de juin 1967 et la perte de la Cisjordanie et de Gaza.

Les années noires du conflit jordanien-palestinien (1970-1971) et la « perte » de la Jordanie, alors place forte des organisations palestiniennes, seront en quelque sorte compensées en 1974, lorsqu'un sommet arabe réuni à Casablanca reconnaît l'OLP comme l'unique représentant du peuple palestinien. Pour Yasser Arafat, c'est

« LA » consécration, dont l'effet est démultiplié lorsqu'il est admis quelques mois plus tard à prendre la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU. Fort d'une OLP qui a modifié sa Charte pour accepter d'établir un Etat palestinien sur toute portion de territoire qui serait libérée – et non plus sur toute la Palestine –, il peut alors se présenter en homme de paix et brandir le rameau d'olivier. Israël n'en a cure.

La décennie suivante est un cauchemar pour Yasser Arafat : expulsion de l'OLP de Beyrouth en 1982 ; massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila ; expulsion de Tripoli, dans le nord du Liban, l'année suivante, qui pis est par des frères ennemis palestiniens et syriens ; exil lointain à Tunis, tandis que les fedayins sont éclatés entre la Tunisie, l'Algérie, le Yémen, le Soudan, et l'Irak ; intensification de la répression israélienne en Cisjordanie et à Gaza. Le rai de lumière émane, en décembre 1987, de ces deux territoires : le soulèvement d'une population qui n'avait que trop enduré vient de commencer. Les enfants de l'Intifada se réclament de l'OLP, et Yasser Arafat est leur emblème.

C'est cette révolte qui aide Yasser Arafat à proclamer, en 1988, un Etat palestinien virtuel, sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, jusqu'alors rejetées, et qui impliquent la reconnaissance d'Israël. Yasser Arafat multiplie les déclarations condamnant le terrorisme, mais les Etats-Unis, avec lesquels un dialogue discret s'est engagé par Suédois interposés, exigent un renoncement plus déterminé. Quelques mois plus tard, Washington dit enfin « oui » à un dialogue direct avec l'OLP, après une conférence de presse du leader palestinien, en marge d'une réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, exceptionnellement convoquée à Genève. Yasser Arafat y dénonce le terrorisme avec la clarté requise par les Etats-Unis. Yasser Arafat et les siens exultent. Tous les espoirs sont désormais permis. Le dialogue s'engage presque aussitôt après à Tunis. En mai 1989, Arafat est reçu à Paris par François Mitterrand, et s'arrange pour dire, en français, que les clauses de la Charte de l'OLP impliquant la destruction d'Israël sont désormais « caduques ». Le charme opère, mais Arafat sait que seul le Conseil national palestinien, la plus haute autorité de l'OLP, peut amender la Charte.

A peine a-t-il néanmoins le loisir de savourer ces premiers succès qu'un peu plus d'un an plus tard, le 2 août 1990, Saddam Hussein envahit et annexe le Koweït. Yasser Arafat ne condamne pas, prône une solution pacifique, se met au diapason d'un peuple palestinien solidaire du président irakien. Les conséquences sont désastreuses pour Yasser Arafat et l'OLP. Ses principaux bailleurs de fonds arabes lui coupent les vivres. Les Etats-Unis lui tourment le dos. Les centaines de milliers de Palestiniens qui vivent dans les monarchies du Golfe sont expulsés. C'est la mise en quarantaine. Et, au sortir de la guerre pour la libération du Koweït, Arafat et les siens sont exclus de la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe. Les seuls Palestiniens agréés sont des personnalités des territoires occupés. Une nouvelle fois, c'est de ces derniers que viendra le salut. Ils prennent leurs instructions du *chairman* en personne.



■ 13 NOVEMBRE 1974 : Yasser Arafat à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York.

Mouna Naïm

1988

Le 15 novembre, à Alger, le Conseil national palestinien reconnaît implicitement Israël. Il accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU et proclame un « Etat indépendant en Palestine ».

1989

Le 26 mars, l'OLP renonce publiquement au terrorisme. En mai, en France, Arafat déclare « caduque » la Charte de l'OLP prônant la « lutte armée » pour « libérer » toute la Palestine.

1991

Comme le roi Hussein, l'OLP soutient l'Irak pendant la première guerre du Golfe. Arafat (en janvier) se retrouve isolé et privé de l'aide financière des monarchies arabes. La conférence de Madrid, en décembre, sous l'égide des grande puissances, impose à Israël un premier dialogue officiel avec l'OLP.

1992

Yasser Arafat se marie en janvier avec Souha Tawil ; ils auront une fille. Le 7 avril, il sort indemne d'un accident d'avion dans le désert libyen.

1993

Le 13 septembre, Arafat échange une poignée de mains historique à Washington avec le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, lors de la signature de l'accord d'Oslo, par lequel Israël et l'OLP se « reconnaissent mutuellement ».

1994

Le 1^{er} juillet : retour triomphal en Palestine. Il forme un gouvernement autonome : l'Autorité palestinienne. En octobre, Arafat reçoit le prix Nobel de la paix, avec Itzhak Rabin et Shimon Pérès.

1995-1996

Le 5 novembre 1995, Itzhak Rabin est assassiné. Le 20 janvier suivant, Yasser Arafat est élu président de l'Autorité lors des premières élections générales palestiniennes. En mai, la victoire de la droite aux élections en Israël affaiblit Arafat et le camp israélien de la paix.

1999

Le 5 septembre, à Charm el-Cheikh, en Egypte, Arafat signe avec Ehoud Barak, premier ministre travailliste israélien, un accord pour un règlement de paix « final ».

2000

25 juillet : échec du sommet de Camp David entre Yasser Arafat, Bill Clinton et Ehoud Barak. Le 29 septembre, début de la seconde Intifada.

2001

Ariel Sharon devient premier ministre en Israël. Le 3 décembre, après une série d'attentats-suicides palestiniens, il confine Arafat dans son QG détruit de Ramallah. En octobre, ce dernier avait été victime d'une attaque cardiaque bénigne.

2002

Le 24 juin, George W. Bush fait du départ d'Arafat la condition de la création d'un Etat palestinien.

2004

29 octobre : Yasser Arafat, jugé dans un état critique, est hospitalisé en France.

DES ACCORDS D'OSLO À LA REMISE EN CAUSE

C'est Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Itzhak Rabin, qui, en 1993, a l'intelligence de comprendre que la fiction de l'isolement de l'OLP n'a que trop duré et que la centrale palestinienne est incontournable. C'est ainsi que s'ouvre, dans le plus grand secret, le « canal » d'Oslo, qui débouchera sur les accords du même nom. Nul ne pense alors que l'application de ces fameux accords sera une promenade de santé, mais nul n'anticipe non plus l'énormité des écueils sur lesquels on va buter.

De report d'échéances en attentats terroristes, de changements de gouvernement en Israël en mauvaise

gouvernance palestinienne, de provocations et représailles en contre-provocations et contre-représailles, les Palestiniens paient le plus lourd tribut aux aléas d'une négociation mal engagée. Les espoirs soulevés par les accords d'Oslo s'évanouissent, et l'Intifada d'Al-Aqsa est déclenchée fin septembre 2000, après un sommet israélo-palestino-américain réuni à Camp David au cours duquel Yasser Arafat et les siens ont la conviction d'être victimes d'une duperie, tant les propositions qui leur sont faites pour une solution « définitive » sont en deçà de leurs attentes.

L'accession au pouvoir en Israël, en mars 2001, d'Ariel Sharon, dur entre les durs, opposé aux accords

d'Oslo, accélère la désagrégation de l'esprit de ces accords. Pratiquement tous les symboles de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza sont détruits, et Yasser Arafat est déclaré « hors jeu » par le gouvernement israélien. La nouvelle administration américaine républicaine affiche une indulgence totale pour Ariel Sharon, tandis que se multiplient les pressions internationales exigeant de Yasser Arafat une meilleure gouvernance et davantage de fermeté envers les mouvements islamistes terroristes.

Pris entre les desiderata contradictoires des siens et de la communauté internationale, le dirigeant palestinien, prisonnier, dès décem-

bre 2001, dans son QG effondré de Ramallah, peut une nouvelle fois compter sur son peuple. Les Palestiniens sont solidaires de leur président dans l'adversité. Même le Hamas et le Jihad islamique, dans l'intérêt de l'unité nationale palestinienne – et leur propre intérêt bien compris –, décident d'arrêter les attentats anti-israéliens pour peu qu'Israël mette fin aux meurtres de leurs dirigeants.

S'ils admettent parfois les reproches qui sont faits à Arafat par la communauté internationale – autocratie, incurie, corruption et clientélisme minent en effet l'Autorité palestinienne –, les Palestiniens refusent le diktat israélo-américain

qui exige sa mise à l'écart. Même si, pour eux, Yasser Arafat n'a pas réussi sa conversion de dirigeant révolutionnaire en chef d'Etat. Il eut dû, pour cela, céder une partie de son pouvoir à d'autres, sauvegardant, ce faisant, son image historique de « héros » national. La révolte gronde, y compris parmi certains de ses collaborateurs – dont la plupart ont soif de pouvoir – et dans les rangs du Fatah, dont une partie est de plus en plus radicalisée. Coupé du monde et prisonnier de ses tendances autocratiques, Yasser Arafat s'obstine, et les concessions qu'il fait sont quasi de pure forme.

M. Na.

VERBATIM

« 1. Le mouvement de libération nationale palestinienne Fatah est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale.
2. Le Fatah ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, considéré comme l'expression d'une colonisation fondée sur un système théocratique, raciste et expansionniste...
3. Le Fatah rejette toute solution qui ne prend pas en considération l'existence du peuple palestinien et son droit à disposer de lui-même... »

Déclaration du comité central du Fatah, 1^{er} janvier 1969 (année où Yasser Arafat devient président de l'OLP).

« La révolution, c'est la concrétisation et la réalisation des rêves et des espoirs. Travaillons ensemble à réaliser mon rêve de rentrer d'exil avec mon peuple pour vivre dans un seul Etat démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivraient en toute égalité, dans la justice et la fraternité. (...) Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas tomber le rameau de ma main. »

13 novembre 1974, devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« Je demande aux dirigeants d'Israël de venir ici, sous l'égide des Nations unies, pour que nous accomplissions la paix des braves »

Déclaration devant l'Assemblée générale de l'ONU, 13 décembre 1988.

« Le Conseil national palestinien réaffirme la nécessité de :

1. Réunir une conférence internationale sur le Proche-Orient et sur son problème central : la question de la Palestine. (...) La conférence doit être convoquée sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU...
2. Assurer le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem
3. (...) Créer un climat favorable à la réalisation d'un règlement politique global, à l'établissement de la paix et de la sécurité pour tous par accords et consentement mutuels, afin que l'Etat palestinien soit en mesure d'exercer son autorité nationale sur ces territoires...

Déclaration du CNP, 15 novembre 1988.

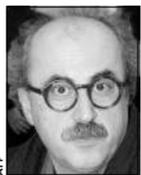
Un personnage « historique et banalement humain » : telle est l'image que retient l'historien palestinien Elias Sanbar. Il brosse le portrait de celui qui, loin du mythe, restera pour lui l'ami et l'homme qui avait « ramené son peuple à la visibilité ». Jean Plantu avait rencontré Yasser Arafat à quatre reprises, et l'avait croqué d'innombrables fois en trente ans

« LE RÉSISTANT »

L'HOMMAGE D'ELIAS SANBAR



■ 1^{er} JUILLET 1994 : Yasser Arafat entre en Palestine, pour la première fois depuis 27 ans, mais légalement. Il est accueilli dans une liesse indescriptible à Gaza.



Tout d'abord un souvenir parmi bien d'autres. Tunis, début 1984. Arrivé de Paris, je me présente à son bureau, dans la banlieue de la capitale. Le but déclaré de ma visite : l'interviewer après sa sortie saine et sauf du siège de la ville de Tripoli au nord Liban. La raison secrète, intime, très « enfantine » de mon voyage, est tout autre : lui dire combien nous sommes blessés par les rebuffades et les humiliations qu'il subit, combien son nouveau statut de paria nous est insupportable, lui redire aussi que nous nous tenons à ses côtés, qu'il peut compter sur nous.

Il me reçoit comme d'habitude avec affection, puis, me demande d'emblée : « Pourquoi as-tu tellement tardé à venir me voir ? » et comme je lui réponds que cela ne fait que quelques semaines que je n'ai donné signe de vie, il m'interrompt en riant : « Non, cela fait exactement six mois, tu es venu à telle date. N'as-tu pas honte qu'un vieux comme moi ait une meilleure mémoire que toi ? Je te verrai ce soir, quand tout le monde sera parti et que nous pourrions parler calmement. »

En guise de soir, c'est quasiment la nuit entière que je passai à attendre, et c'est à l'aube que je me retrouvai face à lui. Je lui dis notre peine et notre révolte de le voir ainsi traité tant par ses ennemis israéliens que par ses frères arabes. Mais il m'interrompt : « Sache que je n'ai aucune fierté personnel-

le lorsque l'intérêt de mon peuple est en jeu ».

L'homme qui à l'aube, pour me consoler et me rassurer, me donnait une leçon involontaire d'éthique politique, était le même qui, avec ses compagnons, avait redonné souffle à nos vies des années plus tôt. Coïncidant avec nos vingt ans, la déroute de juin 1967 s'était alors confondue avec la terrible désillusion d'un avenir qui nous apparaissait soudain enchaîné, voué à répéter notre passé immédiat, ce temps immobile, comme noyé dans la tristesse silencieuse de nos parents et de nos aînés.

Ce jour-là, la Résistance palestinienne naissante proclama « l'avènement du climat révolutionnaire »,

Yasser Arafat a mené le combat des siens pour la reconquête de leur nom : Palestiniens

mais nous n'entendions que l'annonce de temps où il ferait tout simplement beau dans nos vies.

Par la fierté retrouvée, par la prise en main de nos petites destinées, par nos voix à nouveau audibles, par nos rêves juvéniles de réussir à imposer que le monde regardât en face nos beaux visages de résistants venus d'une terre disparue.

Comment écrire, transmettre, de façon même infime, la jubilation qui, aux confins des ardeurs guerrières, nous habita ? Comment dire le rire, nos rires, aux sonorités claires telles celles des matins nouveaux qui accueillait notre choix d'ainsi ramener nos noms effacés de Palestiniens en commençant par nous proclamer résistants.

Le Palestinien qui disparaît aujourd'hui aura beau être qualifié de chef historique, de symbole de la lutte palestinienne, de pragmatique chevronné, de luttueux « increvable », d'interlocuteur incontournable, de dirigeant retors peu enclin à partager ses pouvoirs, il demeurera pour moi, pour nous, le résistant qui, par-delà louanges et critiques, fondées ou irrecevables, ne s'est jamais renié quand l'essentiel était en jeu : ramener son peuple à la visibilité et le sortir de l'absence forcée dans laquelle ses ennemis avaient rêvé de le voir disparaître.

Et s'il me fallait résumer en une phrase, une seule, les décennies de fureur et de sang traversées par le mouvement national palestinien après 1948, je n'écrirai que ceci : Yasser Arafat a mené le combat des siens pour la reconquête de leur nom, Palestiniens, et les tirer ainsi de l'effacement imposé vers la visibilité, évidence incontournable qu'ils existaient et que leurs droits étaient identiques à ceux de tous les hommes.

Aujourd'hui les anciens ennemis sont subitement compatissants et les analyses et les commentaires pleuvent qui nous décrivent ce que nous sommes censés ressentir, nous mettent en garde contre nos lendemains hasardeux, nous annon-

cent qu'enfin débarrassés du potentat nous allons accéder à la reconnaissance de nos droits nationaux.

Mais ils ignorent ou font semblant d'ignorer que le dirigeant que nous perdons nous était infiniment plus familier qu'un « président », que nous le connaissions car il nous ressemblait intimement, par sa chaleur humaine jamais feinte, son hos-

tout à la fois « historique » et banalement humain qui nous affirmait, sans jamais se laisser démonter par nos preuves « historiques », que Spartacus était, comme chacun le sait, palestinien, que le Christ était notre compatriote et l'un des citoyens dont il avait la responsabilité ; un stratège qui, affirmant citer Marx, déclamaient du

Il nous ressemble intimement, par sa chaleur humaine jamais feinte, son hospitalité simple, sa profonde conviction d'être l'enfant d'une terre des rencontres et non des exclusions

pitalité simple, sa profonde conviction d'être l'enfant d'une terre des rencontres et non des exclusions, son obstination calme, sa longue patience et son profond désir de solution d'un conflit réputé insoluble.

Les Palestiniens perdent en ces heures l'une de leurs grandes figures. D'autres apparaîtront, sûrement, et que personne ne s'en inquiète ou ne fasse semblant de s'en inquiéter. Les Israéliens aussi, certains s'en rendent compte, d'autres s'en réjouissent, sont sur le point de perdre l'interlocuteur qui avait réussi à persuader son peuple que l'heure du partage de la patrie avait sonné et que c'était le seul moyen, désormais, pour que la terre de Palestine revienne à son identité profonde, celle de la paix des cœurs réconciliés.

Quant à moi, triste et confiant, je garderai la figure d'un homme

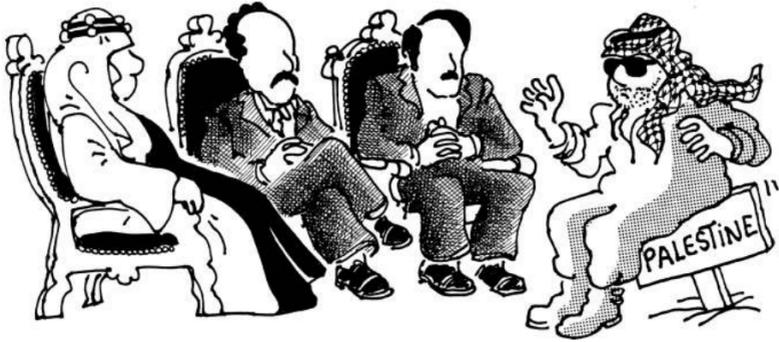
Machiavel ; un chef qui n'acceptait jamais d'entamer un repas avant de servir lui-même ses hommes ; un résistant qui, après des nuits de débats interminables et passionnés, suspendait les séances du Conseil national, notre Parlement en exil, pour que nous écoutions, tous, unis et enchantés, Mahmoud Darwich déclamer ses beaux poèmes.

Que la paix soit sur toi, Yasser Arafat. Et que, demain, ta pierre tombale porte, gravés, ces mots simples : « Ici repose un homme aimé de son peuple. »

ELIAS SANBAR est écrivain et rédacteur en chef de la *Revue d'études palestiniennes*. Dernier ouvrage paru : *Figures du Palestinien, identité des origines, identité de devenir*, Gallimard « Essais », 300 p., 19,50 €.

LES DESSINS DE PLANTU

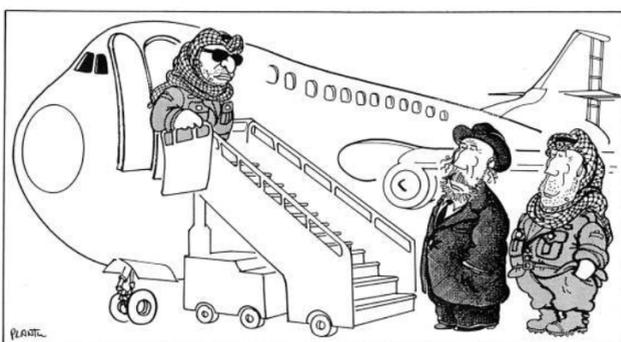
Le dessinateur du « Monde » a rencontré à quatre reprises le chef palestinien, et l'a « croqué » des centaines de fois durant les trois dernières décennies. Il a retenu ces onze dessins, parus de 1976 à 2004



■ **OCTOBRE 1976** : La guerre au Liban fait rage. Au sommet arabe de Riyad, Yasser Arafat, auquel un strapontin est alloué, affronte l'Égyptien Sadate et le Syrien Assad



■ **NOVEMBRE 1976** : Après Israël, la Syrie se tourne elle aussi contre les forces « palestino-progressistes » au Liban



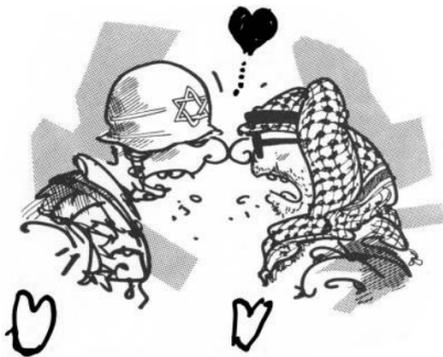
■ **MAI 1989** : Arafat est accueilli en visite à Paris par François Mitterrand



■ **AOÛT 1990** : Après l'invasion du Koweït par l'Irak, Arafat soutient Saddam Hussein contre les Alliés occidentaux



■ **MARS 1991** : Le secrétaire d'État américain James Baker (à droite) tente d'amener le premier ministre israélien Itzhak Shamir à accepter une présence de l'OLP à la conférence de Madrid sur le Proche-Orient



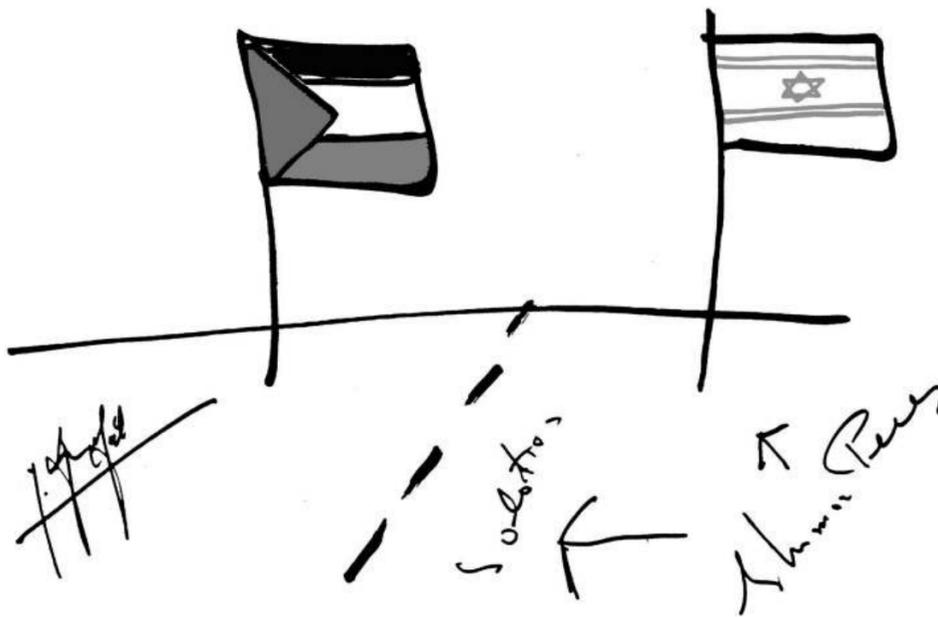
■ **MAI 1991** : Arafat dessine un cœur (en haut) sur le croquis de Plantu. En novembre 1992, Shimon Pérès ajoutera deux cœurs (en bas), précisant : « il y a deux peuples, il faut donc deux cœurs »...



■ **SEPTEMBRE 1993** : Avec l'accord d'Oslo, Arafat obtient les territoires de « Gaza-Jéricho d'abord »



■ **MAI 2004** : Enfermé dans son QG à Ramallah, Arafat paraphe ce dessin



■ **MAI 1991** : Arafat colorie et signe ce dessin. En 1992, Pérès signera lui aussi, ajoutant le long du pointillé le mot « solution »



■ **MAI 1991** : Le chef de l'OLP paraphe ce dessin et écrit à côté : « Two States » (deux Etats). Pérès signera une copie du même dessin pour éviter d'ajouter son nom auprès des mots « deux Etats »



■ **MAI 1991** : Plantu rencontre Yasser Arafat à Tunis, qui commente ce dessin avec le chandelier, la croix et le croissant



■ **3 OCTOBRE 2000** : Au cinquième jour de l'intifada

VERBATIM

« La déclaration d'indépendance préconise une solution fondée sur deux Etats. Et cela fait que la Charte palestinienne est caduque. Il ne s'agit pas là d'une position qui peut évoluer ou changer selon les programmes politiques. Il s'agit d'une ligne stratégique... »
Conférence de presse à Paris, 3 mai 1989.

« Le gouvernement de l'Etat d'Israël et les délégués de l'OLP, représentant le peuple palestinien, conviennent qu'il est temps de mettre fin à des décennies de confrontation et de conflit, de reconnaître leurs droits légitimes et politiques mutuels, de s'efforcer de vivre dans la coexistence pacifique, (...) et de réaliser un accord de paix équitable, durable et global, ainsi qu'une réconciliation historique... »
Préambule à l'accord d'Oslo, 24 août 1993.

« Au nom de Dieu, plein de grâce et de miséricorde, (...) je souhaite exprimer notre très haute estime au président Clinton et à son administration pour avoir parrainé cet événement attendu par le monde entier. (...) Notre peuple ne considère pas que l'exercice de son droit à l'autodétermination puisse violer les droits de ses voisins ou porter atteinte à leur sécurité. Au contraire, mettre fin à notre sentiment d'avoir subi une injustice historique constitue la plus ferme garantie pour parvenir à une coexistence entre nos deux peuples et les générations futures. »
Déclaration sur le parvis de la Maison Blanche, 13 septembre 1993.

« Il ne peut y avoir de paix et de stabilité tant que les réfugiés sont en diaspora : leur droit au retour est légitime et sacré. »
Discours à la radio palestinienne, 15 mai 2001, jour de la commémoration de la Naqba, la « catastrophe », symbole de la création de l'Etat d'Israël et de l'exode palestinien.

« Les négociations sont l'unique moyen de résoudre le conflit. (...) Nous ne demandons pas l'impossible et ne présentons pas un danger pour l'existence d'Israël. Nous voulons recouvrer notre terre qui a été occupée en 1967, dont Jérusalem-Est »

Déclaration à la radio-télévision palestinienne, 16 décembre 2001 (voir p. VIII).

ILS ONT DIT

GEORGE W. BUSH



« J'appelle les Palestiniens à élire de nouveaux dirigeants qui ne soient pas compromis

dans le terrorisme, (...) et quand les Palestiniens auront de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions et de nouveaux accords de sécurité avec leurs voisins, les Etats-Unis défendront la création d'un Etat palestinien. »

Déclaration à la Maison Blanche, le 24 juin 2002.

« Yasser Arafat a eu toutes les occasions de conduire son peuple vers la paix et n'en a rien fait... »

Entretien accordé au Figaro, le 30 mai 2003.

« J'aimerais voir le président Arafat dénoncer les activités terroristes (...). Le monde libre, le monde civilisé doit unir ses forces pour arrêter ce type d'activité. »

Conférence de presse à la Maison Blanche, le 1^{er} avril 2002.

BILL CLINTON



« J'écris dans mon livre qu'il a commis une terrible erreur en refusant l'accord de paix que lui

proposait Ehoud Barak... C'est à Arafat de décider s'il veut apparaître, dans le dernier chapitre de sa vie, comme l'homme de paix qui aura permis la création de l'Etat palestinien. Ou demeurer le combattant de la liberté qui, jusqu'au bout, n'aura jamais voulu faire de compromis, pour ne pas être critiqué par ses éléments les plus radicaux. Alors, il ne laisserait derrière lui aucun héritage. Je veux croire encore qu'il saura s'engager sur la bonne voie. »

L'Express, le 19 juillet 2004.

NELSON MANDELA



« Le président Arafat restera à jamais un symbole d'héroïsme pour tous les peuples du monde qui luttent pour la justice et la liberté »

Préface à l'ouvrage *Arafat l'irréductible*, d'Amnon Kapeliouk (voir page VIII).

Hormis une brève période, entre l'accord d'Oslo (1993) et l'assassinat d'Itzhak Rabin (1995), le « raïs » palestinien aura été perçu par une majorité d'Israéliens comme la pire menace pesant sur l'existence de leur Etat. Lui, à l'inverse, avait beaucoup évolué dans sa vision de l'Etat juif, mais pas aux yeux de ceux qui restaient persuadés de sa « duplicité »

DANS LE REGARD ISRAËLIEN LE TERRORISTE

Aucun dirigeant palestinien n'aura été aussi longtemps haï et dénoncé en Israël que Yasser Arafat. De la gauche à la droite, une infime minorité d'idéalistes mis à part, il a longtemps incarné le mal absolu, la menace idéale et consensuelle, la passerelle honnie entre le nationalisme arabe et l'islamisme mortifère. A l'exception de la petite parenthèse d'Oslo (et encore, pour une partie de la classe politique israélienne seulement), le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aura donc été de tout temps l'« ennemi ». Dès son apparition sur la scène politique, nombre de dirigeants israéliens l'auront affublé des pires qualificatifs, dont les plus fréquents auront été ceux de « chef terroriste » et de « menteur congénital », jusqu'à celui de « réincarnation d'Hitler ».

Ce n'est qu'après le succès écrasant obtenu par Israël lors de la guerre de juin 1967 que le nom du futur responsable palestinien, qui a fait le coup de feu pour la première fois contre des troupes israéliennes à Gaza, en 1948, commence à attirer l'attention des services de sécurité israéliens. Juste après la défaite arabe, la direction du tout jeune Fatah, réunie à Damas, a choisi, à l'invitation de M. Arafat, de se lancer dans la lutte armée pour prendre le relais d'armées arabes humiliées.

Pendant l'automne 1967, Yasser Arafat multiplie les missions clandestines en Cisjordanie, manquant plusieurs fois d'être arrêté. Au printemps 1968, il est prêt pour la bataille qui assure sa renommée, celle de Karameh, en Jordanie, village où il est retranché et où il fait front avec ses fedayins aux troupes israéliennes. Pour Israël, il devient une cible, et pour longtemps.

Alors que Moshe Dayan tente discrètement de prendre contact avec lui, en vain, pour le sonder sur ses intentions, la première ministre, Golda Meir, adopte une position tranchée qui restera celle des autorités israéliennes pendant deux décennies : « Yasser Arafat, déclare-t-elle, est le chef d'une bande d'assassins. » A cette époque, le chef de l'OLP cristallise sur sa personne l'impact qu'eut en Israël la publication, en 1964, de la Charte de l'OLP, qui se fixe comme objectif la destruction de l'Etat juif, et qui se traduit sur le terrain par des coups de main et des opérations terroristes qui jalonnent le début des années 1970. Cette évolution est renforcée par l'affaiblissement de la menace constituée par les Etats voisins, à l'exception de la guerre d'octobre 1973 initiée par Le Caire et Damas, qui aboutira, cinq ans plus tard, aux négociations de paix avec l'Egypte.

Cette menace masque en Israël le glissement opéré au sein de l'OLP, symbolisé par le Conseil national palestinien qui se tient au Caire en 1974. La victoire progressive des « réalistes » se traduira finalement par le projet de construction d'un Etat palestinien indépendant à Gaza et en Cisjordanie, « à côté » d'Israël. Pour l'heure, il n'est pas question de reconnaître Israël.

Mais, à Jérusalem, le nouveau premier ministre, Itzhak Rabin, est très clair : « Nous ne rencontrerons l'OLP que sur les champs de bataille », déclare-t-il en 1976. Cette ligne ne change pas au fil des ans. La droite revenue au pouvoir en Israël, son ministre de la défense, Ariel Sharon, entraîne le gouvernement dirigé par Menahem Begin dans l'opération de l'invasion du Liban, en 1982. L'opération « Paix en Galilée » a pour objectif avoué



■ MAI 1994 : au Caire, le président égyptien Moubarak et le ministre des affaires étrangères russe Kozyrev (deuxième et cinquième à partir de la droite) aident Pérès, Rabin (premier et troisième à partir de la gauche) et Arafat à négocier.

de rayer de la carte le « Fatahland » qui s'est créé au sud du Liban après l'éviction des forces palestiniennes de la Jordanie, dix ans auparavant. Il vise également à profiter de l'occasion, si celle-ci se présente, d'éliminer physiquement Yasser Arafat. Ce dernier ne devra qu'à une « baraka » légendaire d'échapper aux tentatives d'assassinat, jusqu'à son départ de Beyrouth, avec le reste de ses troupes, en août 1982.

Confrontées concrètement au problème palestinien depuis la guerre de 1967 et la conquête de Gaza et de la Cisjordanie, les autorités israéliennes vont évoluer de la négation pure et simple de l'existence d'un peuple palestinien, exprimée par Golda Meir, vers la tentative de favoriser l'émergence de pouvoirs locaux alternatifs à l'OLP ; de la tolérance envers des mouvements islamistes situés dans l'orbite des Frères musulmans égyptiens pour contrer les nationalistes palestiniens, au début des années 1970, au projet d'un Conseil de l'autonomie, à leur fin. Cette constante - éviter toute reconnaissance de l'OLP - connaîtra un autre avatar en 1991, dans la composition de la délégation palestinienne dépêchée à Madrid à l'occasion de la conférence voulue par l'administration américaine : des Palestiniens, soit, mais « de l'intérieur », et seulement au sein de la délégation jordanienne, pour tenter d'éviter la présence directe de l'OLP en tant que telle.



■ 13 SEPTEMBRE 1993 : avant la poignée de mains historique.

En réalité, Arafat avait commencé à rencontrer régulièrement des Israéliens après son éviction de Beyrouth, à commencer par les députés Mattityahou Peled et Ouri Avnery. La Knesset avait adopté, en réaction, en 1986, une loi interdisant aux ressortissants israéliens de rencontrer des membres de l'OLP, sous peine de prison.

La guerre du Golfe, qui éclate en août 1990, conforte les Israéliens dans leur vision de Yasser Arafat, qui choisit le camp de Saddam Hus-

lutions 242 et 338 de l'ONU, reconnaissant ainsi implicitement Israël. Yasser Arafat avait jugé « caduque », un an plus tard, la Charte de l'OLP appelant à la destruction de l'Etat juif. A l'époque, le premier ministre israélien, Itzhak Shamir, n'en déclarait pas moins : « Arafat devra quitter la scène politique. Tout ce que je voudrais savoir, c'est comment. »

Deux ans après la conférence de Madrid, Yasser Arafat se retrouve face au nouveau responsable isra-

De la gauche à la droite, une infime minorité d'idéalistes mis à part, il a longtemps incarné le mal absolu, la menace idéale, la passerelle honnie entre le nationalisme arabe et l'islamisme mortifère

lien, Itzhak Rabin, dans les jardins de la Maison Blanche, pour paraphraser les accords d'Oslo. Celui qui incarne depuis plus de vingt ans le terrorisme en Israël lui tend la main. Poussé par le président américain Bill Clinton, le 13 septembre 1993, M. Rabin la saisit, non sans de visibles réticences. Une page se tourne. L'OLP et Israël viennent de se reconnaître mutuellement. Un « marché de dupes » pour le Front du refus palestinien, qui estime que Yasser Arafat a cédé plutôt que négocié. Un tabou levé en Israël, où la droite se déchaîne contre M. Rabin. A la veille de son assassinat par un extrémiste religieux juif, en novembre 1995, le premier ministre est violemment pris à partie dans les manifestations d'ultranationalistes, où son effigie est affublée du keffieh de son nouveau partenaire et de signes nazis.

La poignée de main de Washington est pourtant suivie de dizaines d'autres avec les premiers ministres qui se succèdent : Shimon Pérès, de novembre 1995 à mai 1996, Benjamin Nétanyahou jusqu'en juin 1999, et Ehoud Barak, jusqu'au déclenchement de l'Intifada. Malgré ses critiques et une tactique efficace de pourrissement, le chef du Likoud, M. Nétanyahou, ne déroge

pas à la règle, et l'alternance banalisée par la même occasion ce nouveau rapport des autorités israéliennes avec le chef de l'OLP. Seul Ariel Sharon, ministre des affaires étrangères lors des renégociations de Wye River (octobre 1998), refuse de serrer la main à un homme qui a « du sang juif sur les mains ». La parenthèse de cette relation dépassionnée se referme de manière sanglante avec l'éclatement de la deuxième Intifada, le 29 septembre 2000, après l'échec des négociations de Camp David.

Quasi instantanément, Yasser Arafat retrouve dans l'opinion israélienne ses oripeaux du passé. S'il a refusé l'« offre généreuse » de M. Barak, c'est évidemment parce qu'il ne se satisfait pas de la solution des deux Etats. D'ailleurs, l'attachement au « droit du retour » des réfugiés, que réclament les Palestiniens, ne démontre-t-il pas leur volonté de détruire Israël ? Elu du camp de la paix un an plus tôt, M. Barak est d'autant plus crédible quand il assure qu'il a « démasqué le vrai Arafat », incapable de s'engager dans la voie du compromis. Battu quelques mois plus tard par M. Sharon, Ehoud Barak ne cessera, par la suite, de dénoncer « la culture du mensonge » de son interlocuteur d'alors.

Avec Ariel Sharon, Yasser Arafat retrouve un adversaire aussi ancien que déterminé et qui se refuse, dès sa prise du pouvoir, à le reconnaître. Israël et les territoires palestiniens sont alors emportés dans une spirale de violence que rien ne semble pouvoir arrêter et dont chaque camp rejette la responsabilité sur l'autre. Les événements internationaux aggravent la situation. Après le 11 septembre 2001, M. Sharon tient son slogan : « Nous aussi avons notre Ben Laden : Arafat », ne cesse-t-il de répéter à l'administration américaine. Après la chute du régime taliban en Afghanistan, le chef de l'OLP sera également associé par Israël à Saddam Hussein. Emporté à son corps défendant par le cours nouveau du terrorisme international, Yasser Arafat est redevenu, pour la plupart des Israéliens, un « assassin ».

Gilles Paris

TUMULTUEUSES AMITIÉS ARABES

Les dirigeants des pays voisins d'Israël ont entretenu avec le dirigeant palestinien des relations complexes, voire hostiles. Quatre d'entre eux, Nasser, le roi Hussein, Sadate et Assad, ont particulièrement pesé sur ces rapports

Les dirigeants arabes dans leur ensemble n'ont jamais porté Yasser Arafat dans leur cœur. Trop autonome à leur goût, trop rusé, insaisissable, un empêchement de tourner en rond. Un aiguillon qui leur rappelle leur incurie face à la question centrale du conflit israélo-arabe, le problème palestinien, dont se réclament pourtant paradoxalement tous les coups d'Etat ou presque – et ils furent nombreux jusqu'aux années 1970.

Quatre dirigeants arabes en particulier, aujourd'hui décédés, ont entretenu avec lui des relations malaisées, complexes, interactives. Non seulement parce que leurs pays, limitrophes d'Israël, faisaient partie du « champ de bataille », mais aussi parce qu'ils ont tous tenté, avec plus ou moins de poids et de moyens, d'instrumentaliser la « cause » palestinienne dans leur

blaient parties du bon pied, mais elles tournèrent au vinaigre lorsque, en novembre 1977, prenant son Parlement de court, en présence d'un Arafat convoqué d'urgence, le successeur de Nasser annonce son intention de se rendre à Jérusalem. Abou Ammar crie à la trahison, persuadé d'être tombé dans un piège pour servir de caution à une initiative qui serait perçue comme une trahison. En sacrifiant les Palestiniens sur l'autel des intérêts de la seule Egypte, le traité séparé israélo-égyptien de 1979 achève de l'en convaincre.

C'est néanmoins l'Egypte, alors exclue de la Ligue arabe, à cause précisément de ce même traité, que Yasser Arafat gratifie de sa visite en 1983, après son expulsion du nord du Liban. Sadate est mort, assassiné, et Hosni Moubarak, il est vrai, est alors au pouvoir. Mais la visite d'Arafat a une valeur hautement symbolique. Elle « a ouvert une nouvelle ligne de front, un front politique », dira-t-il. En dépit des critiques, y compris parmi ses amis les plus proches, dont le fidèle et inséparable compagnon de route Abou Jihad, Yasser Arafat, brouillé avec les radicaux, est déjà convaincu de la nécessité de cette ouverture au seul pays arabe ayant conclu la paix avec Israël. Il lance dans le même temps une sorte de défi à l'ensemble des pays arabes, qui ont abandonné les Palestiniens à leur sort.

Il n'a jamais oublié que Damas a parachevé l'action israélienne au Liban

face-à-face avec l'Etat juif ou au service de leur course à l'hégémonie régionale, ou d'empêcher l'émergence d'une direction palestinienne incontrôlable, qui perturberait leurs plans. Ils redoutaient aussi les retombées déstabilisatrices de la popularité grandissante des fedayins au sein de leurs opinions publiques. Pour échapper à toutes les emprises, Yasser Arafat, à son tour, a joué l'un contre l'autre, selon les circonstances.

D'abord adversaire, le tout-puissant Gamal Abdel Nasser, chanteur égyptien du nationalisme arabe, finit, contraint et forcé, par devenir un allié, parfois décevant, mais à qui Yasser Arafat doit sa réconciliation avec Hussein, le souverain hachémite, après le sanglant conflit palestino-jordanien de 1970. Avec Anouar El-Sadate, les relations sem-

Le Syrien Hafez El-Assad est le premier visé, qui, depuis des années, n'a de cesse de chercher à affaiblir le président de l'OLP pour contrôler lui-même le mouvement, n'hésitant pas à susciter des scissions au sein même du Fatah et à intervenir militairement au Liban, dès 1976, contre les forces « palestino-progressistes ». Quoi qu'il ait dit ou qu'il ait omis de dire par calcul politique, Arafat n'a sans doute jamais oublié que Damas et les organisations palestiniennes qu'il parraine n'ont fait, en somme, que parachever le travail commencé par l'armée israélienne un an plus tôt au Liban, en forçant le dernier carré



■ DÉCEMBRE 1969 : Hassan II accueille Arafat et Nasser à Rabat (Maroc).

de combattants palestiniens encore présents au pays du Cèdre à prendre la route de l'exil.

Avec Hussein de Jordanie, méfiance, sinon aversion réciproque. Le conflit sanglant de 1970, qui s'est soldé par le départ de l'OLP et de son chef, en est bien sûr l'une des raisons, mais aussi à cause des contacts que le souverain entretient avec les dirigeants israéliens, de son alliance avec les Etats-Unis, pays notoirement hostile à l'OLP, et de la rivalité qui oppose le monarque à cette dernière pour la représentation du peuple palestinien.

Yasser Arafat finit par l'emporter lorsque, en 1974, un sommet arabe reconnaît l'OLP comme « unique représentant du peuple palestinien ». Mais ce n'est qu'en juillet 1988 que Hussein de Jordanie en tire les conséquences, en proclamant la « rupture des liens légaux

et administratifs entre les deux rives du Jourdain ». « Nous respectons aujourd'hui, déclare-t-il, le souhait de l'OLP de se séparer de nous pour édifier un Etat palestinien indépendant. » Entre ces deux dates-clés, Yasser Arafat et Hussein de Jordanie ont tenté à quelques reprises de mettre sur le métier un projet de confédération jordaniano-palestinienne. Un projet qui n'est pas étranger à ce qu'il n'est pas exagéré de qualifier de véritable offensive anti-Arafat de Hafez Al-Assad, hanté par l'idée d'être dépourvu de la carte palestinienne et de se voir abandonné au bord du chemin d'un éventuel accord de paix jordaniano-palestinien avec Israël.

Au Liban, quatrième pays du « champ de bataille », sur lequel ils s'étaient repliés après leur expulsion de Jordanie, Yasser Arafat et ses hommes n'ont pas laissé un sou-

venir impérisable. Malgré un remarquable mouvement de sympathie pour leur cause dans le seul pays arabe où une relative liberté d'expression a un sens, leurs agissements finissent par faire déborder le vase. Yasser Arafat se voit accablé de toutes les fautes : celle de donner des prétextes à Israël pour des raids en territoire libanais, en riposte aux actions des commandos palestiniens, celle d'avoir provoqué une alliance entre les milices chrétiennes et l'Etat juif, celle aussi de n'avoir pas su ou voulu tenir ses hommes, d'avoir laissé se développer de petites officines pratiquant racket et clientélisme, voire faisant la loi ici et là, quasi-Etat dans l'Etat, celle, enfin, de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays au fragile équilibre communautaire.

Mouna Naïm

ILS ONT DIT

MIKHAÏL GORBATCHEV



« La ligne erronée prise par les Palestiniens dans le conflit du Golfe leur fit beaucoup de torts et les incita à revoir leur position » (pendant la première guerre du Golfe [1990/1991], Yasser Arafat avait soutenu Saddam Hussein). In *Mémoires* (Ed. du Rocher, 1995)

JACQUES CHIRAC



« Yasser Arafat est le seul interlocuteur possible... Toute mise en cause physique de ses capacités à négocier serait une grave erreur. » Paris, TV5, avril 2002.

FRANÇOIS MITTERRAND



« Yasser Arafat est le seul interlocuteur possible... Il n'y a pas d'autre force réelle que l'OLP qui se soit présentée à l'horizon politique »

Conférence de presse en Israël, en novembre 1992.

« Il faut qu'Israël s'exprime clairement, et vous aussi. (...) Vos paroles sont justes, mais vous vivez dans un état de suspicion réciproque. Il faut répéter dix fois les choses pour être cru »

Dialogue avec Yasser Arafat à l'Elysée, le 2 mai 1989. In *Verbatim*, t. III, de Jacques Attali (Fayard, 1995)

Sylvain Cypel

DE L'« ENTITÉ SIONISTE » À L'ACCEPTATION D'ISRAËL

DANS LA NUIT de la Saint-Sylvestre 1964, quatre Palestiniens infiltrés en Israël font sauter une station de pompage, près d'un kibboutz israélien. Depuis qu'Arafat a créé son parti, en 1959, c'est la première action du Fatah à l'intérieur de l'Etat juif. Abou Ammar publie aussitôt un « communiqué militaire numéro un », signé « commandant général des forces d'Al-Assifa », branche armée du Fatah. Communiqué militaire, commandant... Intitulé et signature disent bien comment Arafat et ses compagnons entendent « reconquérir la Palestine » : la voie est celle de la « lutte armée ».

L'idée est systématiquement émise par Filistinouna (« Notre Palestine »), la revue animée par le second d'Arafat, Abou Jihad (qui sera assassiné par un commando israélien en Tunisie, le 16 avril 1988). Dès 1959, l'organe du Fatah avait présenté les

des peuples coloniaux vers leur émancipation. Celui-ci, en Afrique comme en Asie, s'accompagne souvent de la « lutte armée ».

C'est évidemment le cas en Algérie, qui va, désormais, servir de référent à Arafat et aux siens. Un référent d'autant plus prégnant après 1962 que, dans ce cas, la « lutte armée » du FLN s'est soldée par une victoire politique incomparable. C'est à Alger que Yasser Arafat ouvrira, dès 1964, le premier bureau de liaison officiel du Fatah, alors que tous les régimes arabes se méfient de lui (lire ci-dessus).

Que donne la « transposition » du tropisme algérien au cas israélien ? L'Etat hébreu n'étant perçu que et uniquement que comme un « fait colonial », la seule identité que l'on reconnaît à sa population juive est d'être des colons. Assez vite après la prise de pouvoir d'Arafat au sein de l'OLP, cependant, l'idée initiale – colons, les Israéliens doivent « retourner d'où ils viennent » – sera abandonnée. A sa place sera prônée l'émergence d'une future « Palestine laïque et démocratique », dans laquelle musulmans, chrétiens et juifs, tous palestiniens, cohabiteraient, comme les Français d'Algérie avaient un temps été appelés par le FLN à se fondre dans la nation algérienne à constituer.

A ce stade, Israël reste encore non seulement l'« entité sioniste », mais ses habitants juifs se voient toujours dénier toute identité nationale propre. Pourtant, dès après la guerre d'octobre 1973 entre l'Egypte, la Syrie et Israël, Arafat encourage certains des siens à nouer des liens avec des Israéliens « progressistes ». Des contacts secrets au plus haut niveau ont également lieu, par l'intermédiaire du roi du Maroc, Hassan II, du Roumain Nicolae Ceausescu ou de la CIA.

Il faudra cependant attendre une quinzaine d'années pour que, sans abandonner la lutte armée, qui res-



■ 1988 : Première Intifada. Après vingt ans d'occupation « tranquille », la jeune génération se révolte.

te son mot d'ordre – et se traduit quasi exclusivement, face à Israël, par le terrorisme –, l'OLP modifie radicalement son rapport aux Israéliens. Le 15 novembre 1988, Arafat obtient une large majorité au Conseil national palestinien en faveur de la création d'un Etat indépendant « en Palestine », à côté d'Israël, dans les territoires occupés par lui depuis 1967. L'« entité sioniste » laisse place à Israël, accepté comme Etat sur le territoire qui lui est internationalement reconnu. Et la reconnaissance d'une société nationale israélienne intrinsèque est implicitement admise.

Six mois après, Arafat déclarait « caduque » la charte de son organisation appelant à la destruction de l'Etat hébreu. Cinq ans plus tard, Israël et l'OLP se « reconnaissent mutuellement ». Des fondements idéologiques historiques de l'OLP,

il ne restait rien. Mais, en reconnaissant Israël, Arafat était parvenu à son objectif politique majeur : la fin de l'effacement des Palestiniens, la reconnaissance – israélienne et internationale – de leur identité et de la légitimité de leur mouvement national. On sait aujourd'hui que rien, en histoire comme en politique, n'est irréversible.

Dans son rapport à Israël, le règne d'Arafat aura connu deux paradoxes. Le premier : alors que l'OLP est une organisation issue de l'exode et de l'exil, historiquement ancrée dans une diaspora, ce sont au contraire les Palestiniens « de l'intérieur » qui lui auront apporté son plus grand succès politique. C'est en effet à l'issue du soulèvement dans les territoires occupés – la première Intifada (1987-1993) – qu'Israël, las de voir ses soldats arracher chaque matin les drapeaux

palestiniens que des jeunes rattachaient de nouveau aux mâts la nuit suivante, se résolut à « reconnaître » l'OLP comme « représentant le peuple palestinien » (préambule de l'accord d'Oslo, août 1993), après des décennies de déni du fait national palestinien, durant lesquelles tous les gouvernements israéliens n'avaient cessé de marteler que « jamais » ils ne reconnaîtraient ni ne négocieraient avec cette « organisation terroriste ».

Le second paradoxe est que la plus grande victoire d'Arafat, sans doute la seule véritable à ce jour, dans un parcours jalonné de coups reçus et d'échecs, ne fut pas obtenue par la « lutte armée », pourtant fondement de l'OLP, mais, au contraire, par une « révolte des pierres » et une mobilisation populaire.

La seule grande victoire d'Arafat fut obtenue par une « révolte des pierres »

trois piliers de sa stratégie : « La Palestine ne peut être récupérée que par la lutte armée. (...) Le mouvement doit être indépendant et ne doit pas être contrôlé par les pays arabes. (...) L'objectif est la libération de la totalité du territoire palestinien et la destruction des structures politiques, militaires, économiques et sociales de l'entité sioniste... »

A l'époque, la décolonisation est à l'ordre du jour. Le Fatah et les autres composantes de l'OLP, en particulier celles, marxisantes, issues du Kaoumioun El-Arab (le Mouvement national arabe), s'insèrent dans le mouvement général

Les Palestiniens, genèse d'une nation



de Xavier Baron
Version mise à jour d'un premier ouvrage publié en 1984, ce livre raconte l'histoire du mouvement national palestinien depuis la chute de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de 1999, avec une postface sur Camp David et le début de la seconde intifada. Entre les deux versions, la situation a beaucoup évolué, qui justifie le titre : en 1984, les Palestiniens, que Baron fut l'un des premiers à qualifier de « peuple », étaient tenus au mieux pour des « réfugiés », au pis pour des « terroristes ». Quinze ans plus tard, ils s'étaient vu reconnaître une identité et des droits politiques en tant que « peuple ». L'auteur raconte la conquête de haute lutte de ces droits, collant aux faits et aux conditions régionales et internationales dans lesquelles elle fut menée. Sans fioritures, et avec une concision et une précision remarquables, le fil de l'histoire d'un demi-siècle au Proche-Orient se trouve déroulé, tant il est vrai que la question palestinienne a été et en demeure le pivot. *Seuil « Points Histoire », 832 p., 12 €.*

Arafat l'irréductible



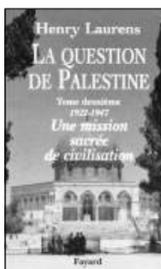
d'Amnon Kapeliouk
Préface de Nelson Mandela.
Journaliste israélien vivant à Jérusalem, Amnon Kapeliouk a eu le privilège de suivre de très près, et pratiquement au quotidien, les péripéties du conflit israélo-palestinien, d'en côtoyer, parfois d'en fréquenter les protagonistes, dont Yasser Arafat et ses collaborateurs. Il lui a fallu quatre ans – mais il aurait souhaité bénéficier du double, tant le sujet est vaste, dit-il – pour publier ce portrait en empathie du président palestinien, qui l'a reçu plus souvent qu'à son tour. Yasser Arafat y apparaît pugnace, téméraire, visionnaire parfois, équilibré et bénéficiant d'une baraka qui ne lui a pratiquement jamais fait défaut. Kapeliouk pardonne en quelque sorte à Arafat des fautes que les Palestiniens eux-mêmes pointent pourtant du doigt, l'exonérant notamment de toute responsabilité ou poursuite dans la tétanie dont a été frappée l'Autorité palestinienne. L'ouvrage est riche de détails inédits sur le parcours d'un homme devenu le symbole de la lutte des Palestiniens et à propos duquel a coulé beaucoup d'encre. *Fayard, 520 p., 24 €.*

Israël-Palestine : vérités sur un conflit



d'Alain Gresh
La lettre-clé de l'ouvrage est ce « s » de « vérités », qui, d'entrée de jeu, annonce la couleur. L'objectif d'Alain Gresh, grand connaisseur du Proche-Orient et auteur de nombreux autres ouvrages sur cette région agitée, étant de dégager quelques repères essentiels et d'inscrire les faits dans leur historicité. Le livre tient une valeur ajoutée dans le flot de ceux qui concernent le conflit israélo-palestinien, du fait qu'il est écrit sous l'influence de l'impact « communautaire » en France du second soulèvement populaire palestinien, l'Intifada Al-Aqsa, et des débats et polémiques sur plusieurs sujets actuels : « spécificité » du peuple juif, poussée de l'antisémitisme communautaire, rapport à la Shoah... *Fayard, 210 p., 12,50 €.*

La Question palestinienne



d'Henry Laurens
C'est une œuvre de longue haleine sur l'histoire de la Palestine. Henry Laurens, arabisant, auteur de plusieurs ouvrages de référence sur le Proche-Orient, est aujourd'hui détenteur de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France. Dans le premier tome, l'historien aborde la période s'ouvrant avec l'arrivée des troupes de Bonaparte en Palestine en 1799, pour se clore avec la fin du mandat britannique. C'est un va-et-vient très éclairant entre l'évolution des esprits en Occident, notamment au sein de la diaspora juive, et les transformations infra et superstructurelles qui s'opèrent en Palestine. Le second tome, qui couvre l'histoire jusqu'au plan onusien de partage de la Palestine en 1947, est un récit très détaillé de la constitution du « foyer national juif » promis par la Grande-Bretagne et de la résistance arabe qu'elle rencontre dès les années 1920. C'est essentiellement à cette période que se noue l'écheveau des drames qui vont suivre. *Fayard, tome 1, 720 p., 32 € ; tome 2, 704 p., 32 €.*

Et aussi...

Souad Amiry, *Capuccino à Ramallah, journal de guerre*. Stock, 136 p., 13,05 €.
Bernard Botiveau, *L'Etat palestinien*. Presses de Sciences-Po, 138 p., 12 €.
Christophe Boltanski, Jiha El Tahrir, *Les Sept Vies de Yasser Arafat*. Grasset, 408 p., 21,30 €.
Charles Enderlin, *Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes, 1917-1995*. Nouvelle édition. Fayard, 776 p., 28 €.
Rémi Favret, *Arafat, un destin pour la Palestine*. Renaudot et Cie, 334 p., 17,53 €.
Alan Hart, *Arafat, Terrorist or Peacemaker ?* Sidgwick and Jackson, 532 p.
Rashid Khalidi, *L'identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*. La Fabrique, 402 p., 24 €.
Bassma Kodmani-Darwish, *La Diaspora palestinienne*. PUF, 264 p., 9 €.
Élias Sanbar, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*. Hazan, 384 p., 59 €.
Élias sanbar, *Figures du Palestinien, Identité des origines, identité en devenir*. Gallimard, 300 p., 19,50 €.
Raja Shehadeh, *Palestine terre promise. Journal d'un siège*. Payot, 216 p., 15,68 €.
Janet Wallach et John Wallach, *Arafat in the Eyes of the Beholder*. Prima Publishing, 554 p.
Jérusalem, le sacré et le politique, textes présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Sindbad/Actes Sud, 352 p., 21,19 €.

Sa priorité était de consolider le mouvement national et sa position personnelle – objectifs qu'il ne distinguait guère. Yasser Arafat alternait lutte armée et diplomatie, dans le souci constant d'être en harmonie avec son peuple. D'où les nombreuses méprises dont il a fait l'objet

L'INTUITIF

PAR ROBERT MALLEY



Enfermé dans la Mouqata'a, surveillé, isolé et honni, Arafat aura paradoxalement passé ses dernières années dans un lieu qui lui était à la fois confortable et familier. Réceptions à la Maison Blanche, tapis rouges déroulés, négociations à Camp David : cela, au fond, constituait l'anomalie et l'exception. L'univers tel qu'il se le représentait était rempli d'adversité, de combats, de batailles pour la survie. Sa priorité, depuis toujours, fut de consolider le mouvement national et sa position personnelle – objectifs qu'il ne distinguait guère d'ailleurs. Pour cela, il se posait davantage en créateur qu'en créateur de la politique palestinienne, reflet plutôt que producteur du consensus national, et, surtout, seul capable de le décrypter. Intuitivement conscient des frontières politiques palestiniennes, il évitait toute action susceptible de mobiliser une majorité contre lui et n'agissait qu'assuré du soutien des forces politiques requises. Pour un peuple sans Etat, souffrant de dislocation et d'émiettement, soumis aux agressions à répétition arabes autant qu'israéliennes, divisé entre organisations paramilitaires et partis politiques, c'était à son avis la condition indispensable à la survie.

De là découlent les innombrables incompréhensions dont il aura fait l'objet. Depuis Oslo, commentateurs américains et israéliens auront tout affirmé et son contraire : qu'il a fait un choix stratégique en faveur de la paix en 1993, mais aussi qu'il aurait nié le droit à l'existence d'un Etat juif en 2000. Qu'il ne fléchit qu'isolé et sous pression, mais aussi qu'isolé et sous pression il recourt systématiquement à la violence. Qu'il a été mis sur la touche, mais aussi qu'il dirigeait de main de maître la partie. Que lui seul pouvait faire accepter un plan de paix à son peuple, mais aussi qu'il en était le principal obstacle. Que son départ amènerait au pouvoir une génération de chefs pragmatiques, mais aussi qu'il conduirait au chaos et à l'anarchie.

La clé pour comprendre Arafat, si tant est que l'on puisse le faire, est de saisir ce besoin d'être à tout instant en harmonie avec son peuple, cette crainte innée d'être perçu comme un « Karzaï palestinien », imposé de l'extérieur et fort de son seul soutien. Négociateur avec Arafat, épreuve pénible, frustrante, souvent exaspérante, c'était négocier, consciemment ou non, avec tout cet arrière-plan, son rejet ou son approbation d'une proposition reflétant souvent davantage sa perception des rapports de forces avec Israël et entre Palestiniens que son appréciation de son contenu. Saura-t-on un jour s'il a réellement « lu » les accords d'Oslo, ceux de

Wye River, ou même les idées de Clinton ? Il marchait à l'intuition, acceptant un jour ce qu'il repoussait un autre, prêt aux compromis historiques comme aux affrontements homériques si son flair – qui mieux que tout autre reniflait le consensus et l'équilibre palestiniens – le lui indiquait.

Ceux qui estiment, y compris parmi mes anciens collègues américains du « peace team », qu'Arafat a rejeté les idées de Clinton en décembre 2000 par refus de faire la paix avec Israël sont, je le crois, victimes d'une coûteuse méprise. D'autres raisons, la poursuite de l'Intifada, la colère palestinienne, bien plus facile à exploiter qu'à apaiser, l'absence de pressions arabes ou palestiniennes en faveur des propositions américaines, la fin du mandat de Clinton et celle, annoncée, de Barak, ainsi que l'espoir d'arracher de nouvelles concessions l'y ont poussé. Le statu quo offrait d'apparents avantages, signer un accord présentait des risques évidents. Comme toujours, il s'est fié à son intuition politique – à tort, hélas. Mais de là à penser qu'il a agi ainsi par refus délibéré et calculé d'un Etat juif, c'est se méprendre sur sa façon d'agir et de penser et faire abstraction de tout ce qu'il a entrepris depuis au moins 1988.

Rapports ambigus avec la négociation, rapports équivoques avec la violence aussi. Bien avant la plupart de ses collègues, Arafat s'est converti à la nécessité d'une issue

diplomatique au conflit ; à la différence de nombre d'entre eux, il a maintenu jusqu'au bout la conviction que la violence, parfois, était le meilleur moyen de l'obtenir. Il n'y voyait, du reste, aucune contradiction : lutte armée et diplomatie furent deux instruments qu'il alternait selon les circonstances.

Ma dernière rencontre avec Arafat remonte au mois de septembre. De ce bâtiment délabré, ombre de ce qu'il fut naguère, se dégageait néanmoins cet arôme de pouvoir, odeur qui y fut toujours. L'écart entre les deux résumait bien l'état des choses : écrasement physique du peuple palestinien, réoccupation militaire quasi totale de ses terres, isolement international accru, d'une part ; détermination, opiniâtreté et survie du raïs, de l'autre. Une entité nationale à genoux et aux abois ; un mouvement national debout et aguerri. Ces deux facettes devront faire partie, bien sûr, du bilan que l'on tracera de l'ère Arafat qui s'achève. Arafat prenait plaisir à s'imaginer père de la nation palestinienne. Ses successeurs devront agir promptement pour éviter que l'orphelin ne succombe à son décès.

ROBERT MALLEY, ancien conseiller spécial du président Clinton pour les affaires israélo-arabes (1998-2001), est directeur du programme Moyen-Orient de l'International Crisis Group.

■ 2004 :
Arafat, enfermé depuis trois ans dans son « palais » détruit de la Mouqata'a à Ramallah, monte dans l'hélicoptère jordanien qui l'évacue vers Amman, le 29 octobre, avant d'être hospitalisé à Paris.



« L'HISTOIRE AVEC NOTRE SANG »

Message envoyé le 30 août 1982 aux habitants de Beyrouth au départ de la ville des combattants palestiniens, lors de l'invasion israélienne du Liban.

« Au nom de Dieu tout puissant et miséricordieux,

A mes parents et aux êtres qui me sont chers dans ce Liban arabe et digne, à ceux qui me sont chers dans Beyrouth l'héroïque, Beyrouth la glorieuse. Aux plus chers de mes frères (...).

Nous avons fait l'histoire avec notre sang et nos sacrifices, avec nos douleurs, nos souffrances, notre détermination, notre foi, notre volonté, pour écrire ensemble ces pages glorieuses, en lettres de lumière et de feu, afin que l'histoire connaisse une épopée de la lutte de notre nation arabe, l'épopée de Beyrouth qui fut le plus bel exemple de la lutte, de la dignité du don, de la foi, de la pureté de la race, de la force et de la fermeté.

(...) Dans l'histoire de dislocation arabe, la soudure révolution-

naire libano-palestinienne a créé la trame d'une unité éternelle et fière. Dans une même tranchée et derrière les mêmes barricades, nous avons été unis par une foi sans faille et une volonté indéfectible, sous le déluge de centaines de milliers de bombes qui s'est abattu sur nous de la terre, de la mer et du ciel, déversé par cet ennemi fasciste, sioniste et criminel, nuit et jour, sans interruption pendant près de trois mois. Beyrouth a été, au cours de cette épopée, un miracle d'héroïsme et un étalon de défi (...).

Ô frères, ô êtres chers

Nous avons, mus par notre foi et notre volonté libre, mené ensemble cette épreuve commune qui a introduit le Liban et la Palestine dans le cœur et la conscience du monde. (...)

Ô frères, ô êtres chers, ô camarades des forces communes. Quiconque tire les leçons du présent et du passé sait bien comment continuer à progresser sur la route de la

lutte et quiconque trace les épopées de la résistance légendaire, sait comment faire de cette renaissance révolutionnaire un phare et une victoire sur la longue voie, hérissée de souffrances, sur le chemin de croix, vers la Palestine libérée, vers Jérusalem la sainte. »

Discours radiotélévisé prononcé le 16 décembre 2001 à la télévision palestinienne.

« J'appelle de nouveau à l'arrêt total de toutes les opérations, notamment les attaques-suicides que nous avons toujours condamnées et leurs commanditaires et planificateurs auront à répondre de leurs actes. Je réitère aujourd'hui la nécessité de mettre fin, totalement et immédiatement, à toutes les opérations armées (...). Le gouvernement d'Ariel Sharon mène une guerre farouche contre l'autorité palestinienne, ses institutions, ses installations, sa police, ses services de sécurité et ses infrastructures, ainsi que contre nos citoyens, nos

propriétés, nos écoles, nos hôpitaux, nos champs, nos mosquées et nos églises. C'est une guerre contre le peuple palestinien, son Autorité, ses ressources et sa sécurité sociale et économique, ainsi que contre son rêve légitime de bâtir un avenir sans occupation, répression ni humiliation (...). Israël prévoit de mener des agressions militaires, et un siège de nos villes et de nos camps de réfugiés, d'occuper nos territoires, se servant des attaques contre les civils israéliens comme prétexte – des actes que nous avons toujours condamnés (...).

Les négociations sont l'unique moyen de résoudre le conflit. Je renouvelle mon appel au peuple israélien, à ses forces politiques, à ses institutions et à son gouvernement pour un retour immédiat à la table des négociations. Nous ne demandons pas l'impossible et ne présentons pas un danger pour l'existence d'Israël. Nous voulons recouvrer notre terre qui a été occupée en 1967, dont Jérusalem-Est. »